

Comptes-rendus de lecture



Lucien Bianco,
**La Récidive. Révolution russe
et révolution chinoise,**
Paris, Gallimard, Bibliothèque
des Histoires, 2014, 528 p.

MARIE-CLAIRE BERGÈRE

Cet ouvrage étudie et compare les révolutions russe et chinoise, révolutions décalées dans le temps, le triomphe du stalinisme (1917-1953) précédant d'une trentaine d'années celui du maoïsme (1949-1976) et lui frayant la voie. Pour mener à bien cette comparaison, Lucien Bianco a eu l'honnêteté et le courage d'acquiescer des compétences qui font désormais de lui un spécialiste de la Russie soviétique au même titre que de la Chine communiste. Sa démarche a été servie par les progrès récents qu'ont apportés à l'historiographie l'ouverture des archives soviétiques et la multiplication des témoignages et mémoires publiés en Chine.

C'est donc une double et vaste fresque que nous présente ce livre. Intitulé « Retard », le premier chapitre traite de la disparité des situations initiales caractérisées par le retard économique et l'altérité par rapport à l'Occident – l'un et l'autre plus prononcés en Chine qu'en Russie –, par le nationalisme prédominant en Chine alors qu'en Russie on se préoccupe davantage du problème social et qu'on rêve de projet universel et d'humanité nouvelle, et enfin par le rôle déterminant de la guerre étrangère dans le succès des prises de pouvoir (premier conflit mondial en Russie et invasion japonaise de 1937 en Chine). La comparaison serrée se poursuit thème par thème, en une synthèse pleine de pénétration et de virtuosité.

Le chapitre suivant décrit le « Rattrapage », avant tout économique, auquel les deux régimes révolutionnaires s'attellent en priorité, avec plus de succès, sinon moins de souffrance, en Russie qu'en Chine.

Le chapitre 3, consacré au « Politique », dégage la parenté essentielle, « découlant d'une matrice commune léninienne » (p. 86), qui existe entre les deux systèmes et leurs structures organisationnelles, même et surtout à partir du moment où en 1956-1957 Mao Zedong commence à critiquer le modèle soviétique et à mettre en avant « une voie chinoise ». L'auteur montre, en effet, comment Mao ne fait que poursuivre « le mode stalinien d'application du léninisme » (p. 90), et exagérer ses pratiques. Sa politique se résume alors à celle de l'autocrate et « de ce point de vue, [il] est une parfaite réplique de Staline » (p. 102).

Les chapitres 4 et 5 intitulés respectivement « Paysans » et « Famines », sujets auxquels Lucien Bianco a consacré depuis un demi-siècle de très nombreuses recherches, constituent le cœur de l'ouvrage et sa partie la plus

originale. Aux yeux des révolutionnaires russes, les moujiks ne sont que des barbares arriérés et la question paysanne est pour eux « la question maudite » (p. 121). Au « partage noir » (spontané) des terres en 1917 succède « la bataille du blé entre pouvoir et paysans » (p. 127). Lancée en 1921, la Nouvelle Politique Économique (NEP) libéralise la commercialisation des récoltes. Huit ans plus tard, le « Grand Tournant » donne le signal de la collectivisation forcée des terres et de la dékoulakisation, politique qui prélude à la grande Famine de 1932-1933 et conduit par la suite à la stagnation de la production agricole et à la mise à l'écart d'une paysannerie sacrifiée sur l'autel de l'industrialisation et de l'urbanisation.

En dépit de la proximité plus grande que les dirigeants chinois entretiennent avec le monde rural, leur politique agraire est aussi préjudiciable pour les paysans que celle de leurs prédécesseurs soviétiques. Au lendemain de 1949, le Parti a confisqué les terres des paysans riches, mais deux ou trois ans plus tard il s'est engagé sur la voie balisée par les Soviétiques, celle de la collectivisation forcée. En Chine, comme en URSS, priorité a été donnée au développement industriel, financé par le surplus agricole, au détriment des paysans transformés en véritables « forçats de l'accumulation primitive » (p. 163). Symbole et manifestation par excellence de la voie chinoise, le Grand Bond en avant n'est qu'une politique de collectivisation portée à son paroxysme. La rhétorique utopiste dont Mao Zedong l'entoure ne fait que retarder la prise en compte des résultats catastrophiques de cette politique.

Le chapitre 5 nous présente une étude comparée des deux grandes famines provoquées par la politique agraire des partis révolutionnaires au pouvoir. Celle qui sévit en Russie de 1931 à 1933 fait six à sept millions de morts, celle qui accompagne et suit le Grand Bond en avant en fait 20 à 40 millions. Tout en établissant le rôle des facteurs structurels – vulnérabilité des deux agricultures aux fluctuations météorologiques, difficulté de gestion de la transition démographique –, Lucien Bianco met en lumière la responsabilité personnelle d'un Staline décidé à profiter de la guerre qu'il lance contre la paysannerie pour se débarrasser de toute opposition ou d'un Mao Zedong, emporté par ses utopies et son orgueil.

Le chapitre 6 montre que la bureaucratie et « la nouvelle classe » secrétées par l'un et l'autre régime, ont des fondements sociologiques et des comportements (privilèges et corruption) très proches. Seule diffère l'attitude des dictateurs à leur égard : d'une part une acceptation tranquille par Staline qui apprécie la loyauté, les compétences et le conservatisme social de ceux qu'il a promus et d'autre part les attaques répétées de Mao Zedong contre la nouvelle bourgeoisie dont il critique le « style de travail » mais à laquelle il s'empresse de rendre le pouvoir après la tourmente de la Révolution culturelle.

Dans le chapitre 7 consacré à la culture, l'auteur continue à recenser les ressemblances et les différences : pour les premières, progrès rapides de l'alphabetisation et règne du réalisme socialiste imposé par des « chiens de garde » prompts à manier censure et répression ; pour les secondes, réactions plus critiques en URSS des écrivains et artistes confrontés à l'oppression culturelle, opposition plus feutrée en Chine.

Vient enfin au chapitre 8 une comparaison entre le *goulag* soviétique et le *laogai* chinois. Le premier a servi de modèle et de référence au second, et

tous deux à leur manière sont également cruels et destructeurs d'humanité.

Dans le chapitre 9, un rien provocateur, Lucien Bianco abandonne la référence marxiste pour se tourner vers Plutarque et dresser un portrait des vies parallèles des deux « Monstres » : Staline et Mao. L'un et l'autre se sont moulés dans le système qui en a fait des dictateurs. Mais leur personnalité introduit des variations dans l'exercice de leur pouvoir. Staline, le réaliste, apporte une cruauté froide et méthodique à l'éradication de tous ses opposants, réels ou potentiels. Mao Zedong fait preuve d'une cruauté plus détachée. Il se montre aussi moins capable et sans doute moins désireux de mettre son pays sur la voie du développement économique, objectif initial de la révolution qu'il a conduite.

Ce n'est pas parce que Lucien Bianco refuse la prise en otage de l'histoire par l'idéologie qu'il adhère à la démarche fragmentaire, pointilliste que revêt souvent la recherche historique de nos jours. Il ose en revenir aux vastes fresques et aux grandes problématiques à propos desquelles s'étaient affrontées les générations précédentes : il y revient sans a priori théorique, armé seulement de sa connaissance approfondie des faits. Cette approche pragmatique, on pourrait la qualifier de scientifique si elle conduisait l'auteur à ne pas conclure. Or ce n'est pas le cas. Et ses conclusions en prendront plus d'un à rebrousse-poil.

Non, contrairement à ce qu'ont proclamé les partisans déçus du communisme cherchant refuge dans le maoïsme, la voie chinoise n'a rien d'original. Le régime fondé par Mao Zedong ressemble « comme un frère » au régime soviétique, même s'il ne s'agit pas de frères jumeaux (p. 119). La révolution chinoise n'est qu'une « récidive », la répétition de l'erreur et du crime que représente la révolution russe. Ni l'une ni l'autre de ces révolutions n'ont atteint leurs objectifs proclamés de justice sociale et de modernisation économique.

Ce jugement négatif choquera les nostalgiques qui n'auront à lui opposer que leur foi dans le Grand Staline et le Petit Livre rouge. Passons. Mais les historiens seront-ils d'accord ? C'est sans doute dans son dernier chapitre « Les Monstres » que Lucien Bianco s'avance le plus loin. Sa condamnation absolue de Mao Zedong ne sera peut-être pas acceptée par ceux qui pensent que l'utopie meurtrière du Grand Timonier ne représente pas seulement une manipulation, mais qu'elle reflète aussi, pour une part, un élan révolutionnaire sincère qui a entraîné des prises de conscience et des remises en question salutaires. Ceux qui veulent ainsi laisser à Mao Zedong le bénéfice d'un certain doute – l'auteur de ce compte-rendu n'en fait pas partie – auront certainement du mal à rassembler les faits susceptibles d'infirmer l'argumentation serrée de Lucien Bianco. En revanche on peut se demander s'il est légitime de conclure, comme le fait l'auteur, de l'échec de ces deux révolutions, à l'incapacité de toute révolution à remédier aux maux de notre monde. « Le réformisme », affirme-t-il, « c'est ce qu'il y a de mieux ». Soumis à un examen aussi rude que celui imposé par *La Récidive* aux révolutions russe et chinoise, le réformisme s'en tirerait-il vraiment « *magna cum laude* » ?

Ce rapide survol ne peut rendre justice à la science, à l'humanité aussi d'un ouvrage dont la lecture est facilitée par un style alerte, tout à la fois élégant et familier. Cet ouvrage, n'en doutons pas, fera date dans l'historiographie du XX^e siècle et il devrait servir longtemps de référence aux spécialistes. Il devrait aussi créer un appel d'air au sein de cercles intellectuels plus larges, à la portée desquels il met de façon à la fois érudite et accessible, l'histoire de pays que la mondialisation a soudain rapprochés de nous, une histoire trop souvent prise en otage par l'idéologie ou tout simplement ignorée.

■ Marie-Claire Bergère est professeur émérite des universités à l'INALCO (bergere.feugeas@gmail.com).



Wenjing Guo,
Internet entre État-parti et
société civile en Chine,
Paris, L'Harmattan, 2015, 329 p.

NICOLE KHOURI

Wenjing Guo appartient à la génération des jeunes Chinois dite post-80, celle-là même des jeunes internautes auxquels elle a consacré une thèse de doctorat soutenue en octobre 2014 (*Internet à Canton (Chine), Dynamiques sociales et politiques*, thèse de doctorat en socio-anthropologie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et que reprend le présent ouvrage.

Ce dernier est composé de deux parties, l'une principalement consacrée à Internet en Chine (1994-2014), et l'autre à l'usage d'Internet à partir de trois études de cas observées à Canton : un groupe d'homosexuels construit autour d'une « mère modèle » qui réunit des milliers d'internautes sur son blog, un groupe d'habitants mobilisés contre la construction d'une usine d'incinération des déchets et enfin une association d'internautes défendant la langue et la culture cantonaises, patrimoine matériel et immatériel de la ville et de sa région. Entre les deux parties s'insèrent des considérations méthodologiques précieuses. Une conclusion un peu chétive de six pages clôt l'ouvrage.

La première partie est d'abord une synthèse de travaux existants et retrace l'évolution d'Internet en Chine entre 1994 et 2008, cette dernière année marquant le passage du contrôle d'un gouvernement comme unique responsable à une logique de gouvernance impliquant la responsabilisation des entrepreneurs et des internautes dans l'observance des normes édictées par l'État-Parti. Cette nouvelle gouvernance vise aussi à faire participer les cadres et les fonctionnaires du Parti qui sont invités à créer des blogs, et forger un visage bienveillant des dirigeants. Elle prend forme dans le contexte de la « société harmonieuse » avancée en 2002 et qui évolue ensuite, en 2008, vers l'élaboration d'une réforme sociale. Ainsi, à l'instar de quelques autres villes, Canton a constitué un laboratoire pionnier où la notion de *gongyi* (intérêt public, bien-être public) suppose l'engagement de gens ordinaires pour résoudre les problèmes sociaux. Mais 2008 marque aussi un tournant dans le durcissement de la censure sur Internet en raison de la divulgation des incidents et des mobilisations liées aux confrontations ethniques (Tibet, Xinjiang), émeutes de paysans ou encore révélations de scandales (« écoles en miettes de soja », lait contaminé...).

La période qui s'étend entre 2009 et 2014, synthèse personnelle de l'auteure, voit émerger l'incubateur Yi Fu, fondé en 2006, et analysé comme un cas exemplaire d'injection du marché dans le social empruntant largement aux modèles globaux de *Venture Philantropy* et de *Corporate Social Responsibility*, inaugurant une logique qui, en faisant le tri parmi les initiatives locales « à la base » (*grass root*), entraînera celles « acceptables » dans un processus d'institutionnalisation par la financiarisation et de professionnalisation par la performance. Tant les internautes que les « organisations so-

ciales » sont invités par le gouvernement à participer à la gestion de la société en ligne et hors ligne.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée au suivi, entre 2010 et 2012, des trois groupes d'internautes, acteurs « ordinaires » appartenant principalement à la génération post-80, investis dans les rapports sociaux et politiques restitués sur leurs terrains de militance et saisis en amont et pendant l'institutionnalisation des luttes. La démarche socio-anthropologique guide ici l'analyse de l'auteure.

À l'origine du premier groupe figure « Maman Shang ». Mère d'un fils homosexuel, elle crée un blog en 2008, espace de communication globale, qui permet à de nombreux(se)s homosexuel(le)s d'exister individuellement ou/et collectivement. C'est ensuite qu'est fondée la FPAH (familles, parents, amis des homosexuels) qui, ne trouvant aucune acceptation dans le cadre des organisations sociales légitimes, rejoint les associations de la lutte contre le Sida, lutte soutenue par le gouvernement et les fonds internationaux. En 2012, le débat est vif entre cette mère et le co-fondateur, lequel élargit ses fronts de combat contre la discrimination des homosexuels, pour la légalisation de leur droit au mariage et s'implique dans les causes liées au genre, tel le réseau LGBT (*lesbian, gay, bi, trans*). Pour « Maman Shang », cet élargissement est risqué car le blog doit garder une apparence apolitique, une dimension privée et familiale qui le protège des affrontements politiques.

Le second groupe étudié est un groupe d'internautes/propriétaires, habitants dans un condominium, Jardinaqua, situé dans l'arrondissement de Panyu, qui se mobilise contre la construction imminente à leur proximité d'une usine d'incinération de déchets alors annoncée pour 2009. Pour ces jeunes des classes moyennes urbaines, Internet joue un rôle crucial dans la recherche d'informations techniques et scientifiques concernant la pollution induite par ce type d'usines. Confrontés aux instances locales, une coalition d'intérêts entre des fonctionnaires locaux et une entreprise d'État chargée des travaux, ils expérimentent une sorte de démocratie à la base qui fortifie leur identité de groupe. Les retentissements nationaux et internationaux de cette mobilisation obligent la mairie de Panyu à suspendre le projet, le temps de la préparation de Canton aux Jeux asiatiques de 2010. Un petit groupe, acquis à la cause environnementale, fonde la « Famille verte » en 2010, et se centre sur la question des déchets recyclables. Quelques militants se regroupent, un an plus tard, dans Eco City qui répond mieux à leur souci d'efficacité et d'expansion de la lutte vers d'autres fronts citoyens et philanthropiques. Ils se perçoivent comme des éveilleurs de conscience, des consultants, des médiateurs pour une coopération entre les autorités et les citoyens. Eco City est typique d'une ONG qui concilie la conviction et la responsabilité personnelle avec l'idée de *gongyi* mise en avant par le gouvernement dans sa version de la « société harmonieuse ». Le parcours de Alon – pseudonyme employé par l'auteur – est exemplaire d'un acteur social qui maintient la tension entre la liberté d'expression à la base et le contrôle des pouvoirs publics, lucide aussi sur le piège du militantisme bénévole lorsqu'il se convertit en profession au sein de ces nouvelles « organisations sociales ».

Le troisième groupe analysé rassemble des micro groupes d'internautes/activistes regroupés autour du site G106 (2008) et de Linglilai (2010). Leurs actions rappellent celles de la *Cantonese Association* créée en 2004 et sur le site de laquelle, à l'échelle mondiale (diaspora cantonaise oblige !), toutes sortes de propositions d'actions étaient mises en ligne et actées contre le dépérissement de la langue cantonaise face à l'imposition de l'usage du mandarin dans l'éducation nationale. Le programme de rénovation urbaine

de Canton et la démolition des vieux quartiers commencée il y a une dizaine d'années ainsi que la proposition de la Conférence consultative de la province du Guangdong en 2010 de diminuer le nombre des émissions en cantonais à la télévision ravivent les débats sur Internet et dans la presse locale, donnant lieu à de nombreuses manifestations pour la défense de la langue et de la culture cantonaises. Conserver quoi, pour qui et comment ? Depuis 2008/09, des jeunes urbains éduqués organisent les visites guidées de quartiers en voie de démolition, dispensent des cours de langue cantonaise, produisent documentaire et exposition de photos, récoltent les récits de mémoire des derniers habitants et présentent un dossier d'évaluation du plan d'urbanisme. Cet ensemble d'actions, liées à leurs projets de réhabilitation des vieux quartiers, sert leur dossier d'accès au statut d'ONG. Ils sont en phase avec le marché de l'écotourisme national et international, avec les ONG autorisées par le gouvernement et avec les injonctions de l'UNESCO sur la conservation du patrimoine matériel et immatériel. Et quid des habitants du quartier, laissés hors champ et auxquels n'est souvent prêtée aucune autre aspiration que celle de faire monter l'indemnité au déguerpissement ?

À travers les trois microgroupes évoqués, l'auteure a délibérément inscrit Internet dans des rapports sociaux et la nature de son investigation est située au point le plus éloigné d'une analyse bâtie sur un échantillon d'opinions ou de thématiques abordées par et sur Internet.

Tout l'intérêt de cet ouvrage réside dans la manière de ne jamais appréhender les internautes/acteurs comme effets des situations, même si le comportement de ceux qui exercent l'autorité détermine fortement leurs conduites. C'est en partant de leurs buts, de leurs revendications, des propositions de ceux qui participent à une action collective ainsi que de leurs attentes, que la démarche socio-anthropologique arrive à nous restituer les voix d'une société civile qui s'éprouve dans ce que chacun vit et dit à la croisée de ses relations professionnelles, affectives et militantes.

De par cette triple dimension, le militantisme de ces jeunes urbains rejoint pleinement les nouveaux mouvements sociaux des sociétés post-modernes analysés par Alain Touraine.

La génération des jeunes Chinois post-80 a fait massivement usage d'Internet et des réseaux sociaux qui leur permettent visibilité et expressivité de leurs droits, de leurs indignations et de leurs mobilisations pour une société civile à ses balbutiements. Ils expérimentent un espace d'autonomie civique virtuel, bien que limité, prennent conscience de l'efficacité relative des formes de contrôle du gouvernement chinois en matière de circulation des informations, et se lient encore plus fortement à un monde dont les normes dites globales (culturelles et financières) sont une source d'inspiration et d'inquiétude.

■ Nicole Khouri est sociologue et chercheuse associée à l'IMAF (Institut des mondes africains), UMR 8171, Paris, et au CESA (Centro de estudos sobre Africa, Asia e America Latina), Université de Lisbonne, Portugal (khouri.n@wanadoo.fr).



Monique Selim,
Hommes et femmes dans la
production de la société civile à
Canton (Chine),
 Paris, L'Harmattan, 2013, 304 p.

NICOLE KHOURI

Évoquer l'émergence de la société civile à Canton, c'est d'abord tenir compte du caractère particulier de la province du Guangdong, espace de migrations et d'échanges intensifs entre la Chine méridionale et le monde, ouvert à l'appropriation des idées nouvelles, et laboratoire de la réforme économique (*gaige kaifang*), lancée en 1978, puis de la réforme sociale, promue en 2008. Les terrains présentés dans cet ouvrage se sont déroulés entre 2005 et 2012 et sont portés par le même souffle de l'approche et de l'analyse anthropologiques.

Structuré en trois parties, l'ouvrage s'intéresse aux groupes, catégories et mobilisations collectives qui s'inscrivent dans le champ des métamorphoses des relations entre l'État-Parti et la société à Canton. Un premier ensemble qui oscille entre « reconnaissance du sujet et encadrement collectif », regroupé, pour reprendre la catégorisation élaborée par l'auteure, les gérontes emblématiques, les fous exemplaires, les autistes rééduqués et l'émergence du soin psychique, nouvelle marchandise offerte par la pléthore de cabinets de psychologues qui ont fleuri à Canton. Les volontaires modèles, la défense de l'environnement et la quête de la nature ainsi que les mobilisations urbaines forment un second ensemble qui oscille entre « contestation et intégration ». Enfin, l'efficacité symbolique du genre, les femmes éduquées face au travail, les journalistes assignées et les mères à la recherche d'une autre vie forment un troisième ensemble oscillant entre les « normes sexuelles et les revendications ».

Dans la première partie, Monique Selim montre que pour les générations plus âgées (gérontes fréquentant le centre ou parents de fous exemplaires) les investissements actuels dans leurs nouveaux « collectifs » de vie attestent d'une rupture mais aussi d'une continuité avec des morceaux encore imprégnés de l'héritage maoïste qui ont marqué leur jeunesse sur le modèle du sacrifice et de l'héroïsme. Fonctionnant comme une « famille heureuse », où tous partagent les tâches, mobilisent leurs diverses compétences et exercent des responsabilités d'animation et de gestion, ces phalanstères permettent une reformulation des expériences généalogique et biographique, autrefois mutisées. Les parents de fous stabilisés qui atterrissent dans ce collectif de jour après un long et chaotique parcours de soins, vivent quant à eux cet espace comme une oasis de solidarité à condition de mettre hors champ leurs blessures individuelles liées à toutes les convulsions idéologiques qu'ils ont subies et qui ont pu rendre fou un de leurs proches.

Enfin, dans son analyse des autistes rééduqués, l'auteure, qui ne s'attarde pas trop sur la catégorie « autiste », met surtout en exergue la domination normative de l'État-Parti sur la vie privée dans le cadre de la loi de 1979 qui impose l'enfant unique dans un système de parenté patrilinéaire. Les situations qui contreviennent alors sont particulièrement dramatiques sur-

tout pour les femmes (perte de l'emploi, amende élevée, avortements provoqués, honte et sanctions). L'enfant de sexe masculin tant attendu est à l'origine de multiples stratégies d'invisibilisation de la grossesse et de dissimulation de naissance. Honte, culpabilité des parents et surtout des mères qui ont donné naissance à un enfant autiste, donc doublement hors norme.

Dans la seconde partie, Monique Selim s'intéresse aux écophiles aux profils multiples qui puisent leurs informations sur Internet (biodiversité, changement climatique, écologie, santé, nutrition), construisent leurs itinéraires personnels ou collectifs, évoluent au sein d'une Nature supposée bienveillante ou encore cherchent à se nourrir sainement auprès de fournisseurs/cultivateurs de denrées saines et fraîches, un phénomène qui a d'ailleurs exhorté les minorités Yao et Dong à la reconversion des terres en agriculture biologique. La mobilisation de jeunes contre la démolition d'un ancien quartier de l'Ouest de Canton donne une place au recueil des récits de mémoire des derniers habitants, fragments d'une histoire qui risque alors d'être balayée.

Enfin, la troisième partie de l'ouvrage montre que les *gender studies* sont portées par des femmes universitaires aux statuts divers. Leur rencontre avec ce champ d'études leur a permis de penser autrement leur condition sociale et politique marquée par les discriminations qui les affectent (famille, éducation, marché du travail, profession). Le message rencontré lors d'une bourse d'études dans une université américaine ou lors d'un stage à Hong Kong est total dans sa formulation : être soi et s'engager personnellement ou collectivement contre toutes les injustices mentionnées, y compris dans le combat sur le front académique pour l'implantation de ce champ d'études. Certaines, dans le souci d'allier marxisme et féminisme, militent dans le cadre de la Fédération des femmes afin d'influencer et participer aux décisions. Ces études ont des effets fulgurants comme le souligne fortement l'auteure « ouvrant une brèche énorme dans le corps politique et social : le droit à la jouissance subjective, non finalisée, échappant aux armatures de l'efficacité reproductive, économique et politique » (p. 198).

Les femmes diplômées des grandes universités cantonaises et les journalistes et éditrices livrent, à partir de leurs itinéraires propres, la manière dont elles construisent à la fois leur vie matrimoniale, familiale et professionnelle. Le constat d'un *double bind* que leur imposent les deux marchés (matrimonial et professionnel) laisse peu de marge aux plus jeunes nées après 1980, pour lesquelles il vaut mieux sacrifier la profession plutôt que d'être une « femme restante », c'est-à-dire exclue du marché du mariage. Les plus âgées, « protégées » des lois des deux marchés, évoquent un autre temps où l'égalité leur avait permis de se dégager d'un conservatisme social qui contraignait fortement leurs cadettes. Les femmes journalistes sont confrontées aux mêmes problèmes professionnels que leurs camarades masculins (enveloppes rouges et harcèlements divers concernant le recueil d'informations et l'écriture d'articles sur des thèmes dits « sensibles »). Les cantonner à un journalisme supposé féminin, en leur confiant des thèmes liés à l'aménagement de la vie quotidienne (agriculture biologique, écoles, transports, projet de toilettes publiques pour femmes, centres pour handicapés), s'est avéré une pure illusion tellement ces thèmes sont très lourds d'implications politiques.

Dans un tout autre registre, les mères de l'école Steiner nous offrent dans le cadre de cette école alternative et d'un mode de vie en accord avec la nature et le développement personnel, la vision de ce que peut être « une institution féminine totale ». Elles « font carrière » pour leur enfant, font couple avec lui, réaménagent les agencements familiaux dans la disjonction des lieux de vie (les maris demeurés sur leurs lieux de travail assurent le financement), et se prennent à rêver à vieillir ensemble dans cette commu-

nauté de femmes. L'auteure ouvre les prémisses d'une recherche sur les modes d'anxiété et de défense des femmes appartenant à la société chinoise actuelle. N'étant plus instituées par la parole du père symbolique comme à l'époque maoïste, c'est à travers leurs fils et à leur corps défendant qu'elles se réalisent.

La conclusion de l'ouvrage analyse la spécificité des relations entre l'État-Parti et le marché, le marché et la question éthique exprimée dans les revendications « à la base » des citoyens. Cette réflexion situe l'expérience chinoise dans un cadre plus large et nous interroge sur l'unité structurante des deux faces inconciliables de notre nouvelle historicité : l'opposition entre une économie financière globalisée d'une part et les exigences et les droits du sujet humain de l'autre, signant les tensions, les pratiques et la nature des conflits où paradoxalement le sujet de droits est à la fois un objet de marché et le sujet de l'éthique.

Les groupes, les catégories et les mobilisations collectives présentés dans cet ouvrage font fortement référence à une éthique de la conviction et de la responsabilité. Citoyens/volontaires, ils sont le sel de la terre et construisent la société civile de demain. L'approche anthropologique de Monique Selim a eu ceci de particulier de nous introduire au plus près de leur capacité de voir et d'analyser, les laissant formuler ce qui les menace et la panoplie des manières de faire reconnaître leurs droits.

■ Nicole Khouri est sociologue et chercheuse associée à l'IMAF (Institut des Mondes Africains), UMR 8171, Paris et au CEaA (Centro de estudos sobre Africa, Asia e America Latina), Université de Lisbonne, Portugal (khouri.n@wanadoo.fr).



Michael T. Rock and Michael A. Toman, China's Technological Catch-Up Strategy: Industrial Development, Energy Efficiency, and CO₂ Emissions, New York, Oxford, Oxford University Press, 2015, 274 p.

JEAN-PAUL MARÉCHAL

La première décennie du XXI^e siècle a vu la Chine devenir la deuxième économie, le premier émetteur de dioxyde de carbone et le premier consommateur d'énergie de la planète. L'avenir du climat terrestre dépend donc pour une large part de l'évolution de l'économie chinoise.

D'où l'intérêt du livre de Michael T. Rock et Michael A. Toman qui fait le point sur l'évolution de quatre branches industrielles – l'aluminium, le ciment, le fer et l'acier et, enfin, le papier – qui ont largement contribué (au moins pour les trois premières) à la transformation du pays et comptent parmi les plus émettrices de CO₂ de l'économie chinoise. En effet, si l'industrie dans son ensemble compte pour 60 % des émissions chinoises de CO₂, les quatre branches citées représentent presque 60 % des émissions d'origine industrielle. *China's Technological Catch-Up Strategy* vise donc à comprendre – à travers l'examen de ces quatre branches fortement

consommatrices d'énergie – l'impact de l'apprentissage technologique sur l'efficacité énergétique et l'intensité en CO₂ de l'économie chinoise.

Ce que l'on constate d'emblée c'est l'amélioration de l'efficacité énergétique de l'économie chinoise au cours des trois dernières décennies. Qu'on en juge : entre 1980 et 2010 l'intensité en CO₂ de l'économie chinoise est passée de 9 à 3 kg de CO₂ par dollar de PIB créé tandis que celle de l'industrie chutait de 18 à un peu plus de 3 kg.

Une telle évolution a été rendue possible par des politiques publiques volontaristes. Ainsi, dès le début des années 1980, le pouvoir instaure des critères d'efficacité énergétique dans un certain nombre de secteurs industriels et inclut le respect de ces critères dans les grilles d'évaluation des cadres. La Chine inaugure en fait une politique de restructurations industrielles qui a notamment pris la forme d'un vaste programme de fusions et acquisitions désigné par le slogan « garder les grandes [firmes] et laisser les petites ». Malgré certaines difficultés de mise en œuvre, cette stratégie de modernisation a transformé en profondeur les quatre branches industrielles étudiées dans ce livre.

Et c'est ainsi qu'entre 1985 et 2010, l'intensité en CO₂ de la production de ciment a diminué de 36 % (p. 69), celle de fer et d'acier de 64 % (p. 105), celle d'aluminium de 49 % (p. 145) et celle du papier de 57 % (p. 182). Les différences entre les niveaux de rejets obtenus et ceux qui auraient correspondu au scénario de référence sont considérables. Ainsi, en 2010, les cimenteries ont de cette façon évité de rejeter dans l'atmosphère 904 millions de tonnes de CO₂ (p. 70), les établissements produisant du fer et de l'acier environ 2,5 milliards de tonnes (p. 106), les usines d'aluminium à peu près 175 millions de tonnes (p. 135) et l'industrie papetière environ 185 millions de tonnes (p. 179).

Ce que les auteurs écrivent à propos de la production de ciment est repris quasiment mot pour mot dans les chapitres consacrés aux trois autres branches et résume bien les conclusions du livre. Pour Michael Rock et Michael Toman, tous ces progrès n'auraient en effet pas « été possibles sans un gouvernement central fort engagé dans une approche pragmatique du développement industriel et de l'apprentissage technologique rapide dans les industries fortement consommatrices d'énergie » (p. 73).

Les résultats obtenus par l'étude détaillée des quatre branches sont confirmés par des études statistiques présentées par les auteurs. Elles permettent de démontrer qu'un prix élevé de l'énergie joint à des investissements dans de nouvelles technologies et à la constitution de firmes de grande taille a conduit à une diminution de l'intensité énergétique (p. 208).

Naturellement cela ne signifie pas que les émissions de CO₂ ont baissé en valeur absolue mais simplement que s'est opéré un découplage entre la croissance du PIB et celle des émissions de gaz à effet de serre. De fait, entre 1971 et 2011, le PIB chinois a été multiplié par 33, passant de 127 milliards de dollars à 4 195 milliards de dollars, soit un taux de croissance moyen annuel légèrement supérieur à 9,2 %, alors que dans le même temps la consommation d'énergie passait de 392 millions de tonnes équivalent pétrole à 2,727 milliards, soit une multiplication par 6,9 et un taux de croissance de presque 5 %. On comprend mieux dans ces conditions pourquoi dans les négociations climatiques la Chine insiste systématiquement sur la nécessité de prendre en compte les indicateurs d'intensité. Parmi les objectifs du 12^e Plan quinquennal (2011-2015), figurait ainsi l'objectif de diminution de 11 % des émissions de CO₂ par unité de PIB⁽¹⁾.

1. Pour plus de détails sur ces chiffres, voir Jean-Paul Maréchal, « La Chine et le climat. Mur de l'environnement et bras de fer sino-américain », in Pierre Alary et Elsa Lafaye de Micheaux (éd.), *Capitalismes asiatiques et puissance chinoise*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 95 et 107.

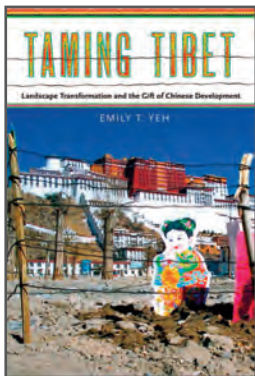
La Chine est désormais, de loin et sans doute pour très longtemps, le premier émetteur de CO₂ de la planète. Avec 10,3 milliards de tonnes de rejets elle représente près du tiers des émissions mondiales (35,3 milliards de tonnes). Par ailleurs, les émissions par tête chinoises avoisinent les 8 tonnes, c'est-à-dire le niveau observé dans l'Union européenne à 28 (la France étant légèrement au-dessus de 5 tonnes).

Naturellement, certains de ces chiffres doivent être interprétés avec précaution. En effet, au début du mois de novembre 2015, on apprenait que Pékin avait massivement sous-estimé sa consommation de charbon entre 2000 et 2012. Résultat : pour cette dernière année par exemple, les émissions chinoises de CO₂ ont dû être réévaluées d'un milliard de tonnes⁽²⁾, c'est-à-dire presque trois fois la totalité des émissions françaises ! Rien de bien surprenant dans cette découverte, un article paru en 2012 montrait, en se fondant sur les données fournies par les départements de statistiques de niveau local, qu'en 2010 la Chine aurait émis 1,4 milliard de tonne de CO₂ de plus qu'elle ne le déclarait⁽³⁾.

Avec ses analyses fouillées, ses nombreux graphiques, tableaux et exemples concrets, le livre de Michael T. Rock et Michael A. Toman constitue une contribution intéressante à un débat qui n'est pas près de trouver sa conclusion.

■ **Jean-Paul Maréchal est maître de conférences en science économique, Université Paris-Sud (marechal.jean-paul@wanadoo.fr).**

- Chris Buckley, « China Burns Much More Coal Than Reported, Complicating Climate Talks », *The New York Times*, 3 novembre 2015.
- Dabo Guan, Zhu Liu, Yong Geng, Sören Lindner et Klaus Hubacek, « The Gigatonne Gap in China's Carbon Dioxide Inventories », *Nature Climate Change*, n° 2, 2012, p. 672-675.



Emily T. Yeh,
Taming Tibet: Landscape Transformation and the Gift of Chinese Development,
Ithaca, Londres, Cornell University Press, 2013, 344 p.

VALENTINA PUNZI

L'analyse du développement économique de l'Ouest de la Chine s'est généralement cantonnée à l'étude des plans mis en œuvre par le gouvernement central depuis la période des réformes des années 1980, réformes qui se sont intensifiées pendant la dernière décennie. En conséquence, le « Programme de développement de l'Ouest » de la Chine (*Xibu da kaifa*), initié en 2000, et la mesure plus récente « Une ceinture, une route » (*Yidai yilu*), mise en œuvre à partir de 2014, ont été souvent considérés par erreur, comme des émergences spontanées, en omettant de prendre en compte d'importants projets de développement antérieurs, datant des années 1950.

Le travail d'Emily Yeh, *Taming Tibet: Landscape Transformation and the Gift of Chinese Development*, contribue à éclairer cet angle mort grâce à une excellente étude monographique du développement de la ville de Lhassa et de ses environs, sur une longue période comprise entre les années

1950 et 2000. À travers un compte-rendu détaillé des changements des politiques menées par les autorités chinoises pendant cette période, elle analyse les interactions entre les transformations physiques, économiques et sociales qui ont affecté la capitale historique et religieuse du Tibet.

Le principal argument de l'ouvrage repose sur l'idée selon laquelle les stratégies de développement des entreprises d'État chinoises ont d'emblée été conçues comme des actes de bienveillance à l'égard des Tibétains et que le développement lui-même leur était « offert » comme un don qu'ils ne pouvaient refuser afin d'établir et renforcer la domination nationale au Tibet. En faisant référence à la théorie maussienne du don, l'auteur soutient qu'à travers son apparent désintéressement, le développement « à la chinoise » est un don qui engendre des obligations et un sentiment de dette de la part des Tibétains, et s'accompagne de fortes attentes implicites d'une réciprocité incarnée par la gratitude et la loyauté.

Basée sur des sources historiques, des analyses des politiques mises en œuvre et un travail de terrain ethnographique, l'étude d'Emily Yeh met au jour comment le développement a été déployé comme principe théorique et stratégie appliquée visant à incorporer le territoire et les habitants du Tibet à la nation chinoise. Dans ce sens, l'objectif de tous les projets de développement chinois entrepris depuis les années 1950 vise à soutenir un discours hégémonique qui – au-delà de ses buts purement économiques – admet, et en réalité exige, que les Tibétains apprécient le don.

Le livre décrit les conséquences des différents projets de développement et éclaire les dynamiques sociales et économiques des interactions entre les Tibétains, l'État, le territoire, et les migrants Han arrivés au cours de ces 60 dernières années. L'auteur identifie trois phases dans l'intervention du gouvernement au Tibet, et plus précisément à Lhassa. Chacune se caractérise par une attention particulière apportée au développement d'un élément spécifique : les fermes d'État, les serres, et enfin la construction de logements. Le récit est articulé autour de ces trois thématiques et phases qui ont pour noms évocateurs « Soil » (Terre), « Plastic » (Plastique) et « Concrete » (Béton) et qui ont, au fil du temps, reconfiguré Lhassa, ville originellement centre du Tibet, en une périphérie géographique, culturelle et économique en besoin de développement.

La première partie, « Soil », aborde la première phase de développement (1950-1980) et les premières transformations du paysage tibétain par l'institution de fermes d'État, avec l'introduction de nouveaux modes de production agricole et la première mise en culture de la terre qui a impliqué les efforts conjoints de l'armée chinoise et des autochtones. Ces premières années constituent la meilleure période de l'histoire de la région du point de vue des relations entre le centre et la périphérie : l'enthousiasme que partageaient les soldats Han et les autochtones qui travaillaient dans les fermes d'État expliquait l'existence de relations interethniques relativement bonnes, avant que ces dernières ne se dégradent en raison des progrès rapides de la conquête symbolique et réelle du territoire.

Cette partie de l'ouvrage met au jour de nombreux souvenirs de cette période qui ont été souvent passés sous silence par les communautés tibétaines en exil, parmi lesquels l'amélioration de l'égalité des sexes qui a été rendue possible par la participation des femmes au travail de la terre. Des extraits d'entretiens et des souvenirs éclairent et contextualisent la reconstruction historique de cette partie du livre ainsi que des deux parties suivantes : l'aller-retour incessant entre des exemples concrets de parcours de vie et des problèmes politiques plus larges présente au lecteur un récit complexe et complet, et l'alternance entre la perspective micro et la perspective macro renforce la justesse de l'analyse politique et historique.

Dans la deuxième partie, « Plastic », l'auteur procède à l'analyse des années 1990, décennie constituant une phase critique de transition de l'économie d'État vers l'économie de marché au niveau national qui a eu un impact direct sur les stratégies de développement du Tibet. Les fermes d'État ont été progressivement abandonnées, et un nombre croissant de travailleurs migrants Han en provenance de la province du Sichuan se sont emparés du marché émergent des serres qui se sont répandues dans les villages entourant Lhassa.

L'auteur décrit remarquablement l'interdépendance entre les multiples niveaux des discours et des pratiques politiques, économiques et culturelles qui, à la suite de l'apparition des serres, ont déterminé la relégation des Tibétains dans la culture de légumes et les marchés vivriers (p. 121). Pour les Tibétains, la décollectivisation de l'agriculture a entraîné non seulement une non participation mais aussi une exclusion progressive d'un développement désormais conduit par une logique de marché.

L'arrivée de nouveaux migrants Han remplaçant l'intervention directe de l'État, le problème du développement tibétain s'est dès lors d'avantage rapporté à des tensions ethniques, et la naturalisation de l'accroissement constant du nombre de travailleurs Han a constitué la seconde stratégie de territorialisation du Tibet. L'auteur expose clairement comment les Tibétains ont été exclus des opportunités du marché fraîchement libéralisé en raison de la concurrence des normes culturelles et relations sociales traditionnelles tibétaines, de l'échec du transfert de technologies provenant des travailleurs Han, et du contraste saisissant entre l'agriculture « scientifique » et l'utilisation traditionnelle de la terre. Ces dynamiques ont conduit les Tibétains à se représenter le modèle de développement chinois comme un processus de détérioration systématique de la terre par des fertilisants chimiques et de corruption des individus par le biais de l'urbanisation. Cette dernière les a conduits à vivre dans une économie de rente et à abandonner de plus en plus de terres aux migrants Han qui y ont établi des serres. L'auteur affirme que la reproduction des déséquilibres économiques et ethniques à Lhassa est aussi liée à l'échec de l'application du concept chinois de *suzhi*, terme désignant la qualité du lieu et de ses habitants, à la ville de Lhassa. En Chine orientale, l'augmentation du *suzhi* est en effet associée directement à l'urbanisation : l'exode rural signifie ainsi une hausse automatique du *suzhi* qui, dans le cas de la petite et sous-peuplée Lhassa, a exemplairement échoué à répondre aux attentes des migrants Han. En raison des représentations dominantes d'archaïsme, de saleté et de superstition, les Tibétains ont été et sont toujours considérés comme ayant un bas niveau de *suzhi*, tout comme Lhassa, devenue une périphérie en voie d'urbanisation.

Dans la dernière partie de l'ouvrage, « Concrete », l'accent est mis sur l'urbanisation à marche forcée de Lhassa et de ses environs, urbanisation qui s'est poursuivie pendant la dernière décennie pour encourager le développement par le biais de la construction de nouveaux logements. L'imposition de nouveaux espaces de vie, qui affecte les relations familiales et l'usage traditionnel de l'espace domestique, est une des conséquences de la présence intrusive et envahissante de l'État dans les vies locales. Une fois encore, l'incapacité des Tibétains à « manifester de la gratitude » à l'égard de ce nouveau cadeau fait de béton est stigmatisée, et son acceptation est imposée avec force.

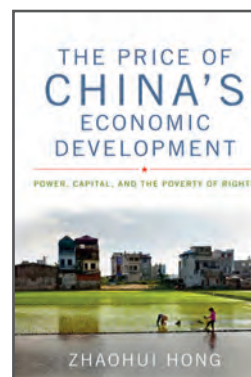
Des politiques fluctuant en permanence régulent différents programmes visant à restaurer des anciens villages, à étendre les aires urbaines, à reloger des habitants des vieilles maisons du centre historique, et à construire de nouvelles habitations à la périphérie. L'auteur souligne la dynamique économique spécifique de ces projets immobiliers impliquant à la fois le centre de Lhassa et les villages alentour, et décrit les sources de financement dont

ils dépendent. Bien que l'État apporte une part essentielle du financement des projets immobiliers, les propriétaires de logements eux-mêmes sont contraints de couvrir une partie des dépenses. Ainsi, dépendant à la fois de crédits privés et d'emprunts bancaires, la participation involontaire des Tibétains au développement impulsé par l'État et aux projets d'urbanisation les conduit à un inévitable endettement. Le livre s'achève sur des réflexions concernant la théorie maussienne du don, élaborée à l'origine dans le contexte des sociétés « archaïques », et sur son applicabilité aux relations contemporaines entre État et citoyens au Tibet.

Ce travail est une contribution remarquable à l'étude des stratégies de développement de long terme de la RPC visant à incorporer les zones périphériques au sein du corps du pays et à clairement marquer son territoire d'une manière qui, comme l'auteur le remarque, fait sinistrement écho à la terreur d'État.

■ Traduit par Matei Gheorghiu.

■ Valentina Punzi est actuellement post-doctorante à l'Università degli Studi di Napoli L'Orientale, Italie (valentina.punzi@yahoo.it).



Zhaohui Hong,
The Price of China's Economic Development: Power, Capital, and the Poverty of Rights,
Lexington, The University of Kentucky Press, 2015, 296 p.

BENOÎT VERMANDER

Ce livre d'un spécialiste d'histoire économique, ce livre adopte une perspective interdisciplinaire pour étudier les conséquences non économiques du processus de développement chinois poursuivi depuis 1978. Il ne prend donc pas en compte les aspects environnementaux de la croissance par exemple, mais essentiellement les coûts sociaux et culturels du modèle qui s'est imposé au cours de la période. La notion même de « prix » ou de coût, note l'auteur, n'est pas en soi porteuse d'un jugement de valeur : tout processus de croissance est assorti d'un prix. La question est d'évaluer l'adéquation du prix aux bénéfices constatés, notamment si le prix en question se traduit par un fardeau imposé à un nombre considérable de personnes.

L'aspect interdisciplinaire de l'analyse résulte du triple caractère de la transition poursuivie depuis 1978 : d'une économie planifiée à une économie de marché ; d'une société agraire à une société industrielle ; d'une culture traditionnelle à une culture civique. La première des deux thèses principales de l'auteur est que ces trois transitions ont concouru à former une « institution pouvoir-capital » (*power-capital institution*, ou, en chinois, *quanli ziben zhidu* 权力资本制度) composée d'une économie, d'une culture et d'acteurs spécifiques. Cette institution est opératrice de transferts de pouvoir à capital et vice-versa ; des acteurs assurent en son intérieur la maximisation à leur profit de l'utilisation du travail par le capital ; enfin, cette institution se traduit en des institutions, normes, valeurs et discours. Il va sans dire que la relation entre pouvoir politique et capital économique a radicalement changé depuis

1949, et que l'étude des modes par lesquels l'un et l'autre s'interconnectent détermine désormais la compréhension du système chinois.

La deuxième des thèses qui structurent l'ouvrage est que la constitution de l'institution pouvoir-capital s'est accompagnée d'une consolidation parallèle de la « pauvreté des droits » (*poverty of rights*). Il est question ici tout à la fois des droits civiques, économiques, sociaux, politiques et culturels, comme de l'absence d'un espace où l'obtention de pareils droits pourrait être revendiquée. La nature des discriminations associées à la pauvreté des droits a évolué au rythme des réformes, et le déni de ces droits est la raison directe de la pauvreté ou du fardeau moral dont souffrent certaines parties de la population. L'étude des « dénis de droits » qui sont opérés à différentes étapes d'un processus de développement devrait donc être partie intégrante de l'histoire de ces processus, en faciliter l'approche comparative, et influencer en retour sur leur planification. (Au passage, il me semble que l'une des idées les plus intéressantes de l'ouvrage est bien celle-ci : les droits – à la propriété, à l'expression, à la protection sociale... – sont affectés de dénis dont la vigueur et l'ampleur diffèrent selon les étapes d'un processus donné de développement).

La succession de ces deux thèses structure la composition de l'ouvrage en deux parties : *The Haves* et *The Have-Nots*. La première partie est centrée sur l'émergence et le développement de l'institution pouvoir-capital, l'étudiant successivement comme une économie politique, une coalition d'entrepreneurs et une culture sociale. L'alliance entre pouvoir et capital, dont l'auteur retrace rapidement les grandes étapes pour la période considérée, s'est opérée de telle façon qu'elle a notamment interdit les effets politiques normalement attendus de la croissance numérique de la classe moyenne. L'auteur théorise davantage encore sa perspective en analysant « l'économie pouvoir-capital » (*power-capital economy*) comme un système différent aussi bien de l'économie de marché que de l'économie planifiée, mais fonctionnant comme une oscillation perpétuelle entre les deux tout en se constituant en un mode économique semi-autonome. Il plaide donc pour envisager le fonctionnement socio-économique chinois sur ce modèle tripolaire. L'ambiguïté du système explique pour bonne partie celle de la nature et des stratégies des « entrepreneurs » qui sont au cœur de l'institution pouvoir-capital. La nature des alliances nouées a bloqué par ailleurs la possibilité d'une maturation progressive d'une culture civique digne de ce nom. La culture dominante, écrit Zhaohui Hong, est celle des « 3C » (Confucéenne, Communiste et « Culture du Capital et Pouvoir »). Là encore, il plaide pour un mode d'analyse qui opère une triangulation de ces trois dimensions pour étudier les cycles et prévoir les développements de la culture politique chinoise.

La seconde partie, centrée sur les *Have-Nots*, est quant à elle fondée sur des analyses sectorielles. La Chine urbaine est l'objet du premier chapitre de cette partie. Ici, l'auteur ne se contente pas de lier en un tout pauvreté et restriction des droits, il plaide pour des programmes d'*affirmative action* envers des groupes clairement identifiés, et d'abord dans la Chine urbaine. Les diverses restrictions affectant les droits à la propriété rurale, comme celles affectant le statut légal et social des travailleurs migrants prolongent cette ligne d'analyse. Le dernier chapitre illustre de manière assez détaillée la situation des « Églises à la maison », insistant là encore sur les restrictions imposées à l'exercice des droits religieux. Ce chapitre comporte aussi un aspect programmatique assez prononcé, incitant les leaders des églises protestantes clandestines à davantage de pragmatisme et à faire meilleur usage d'espaces d'initiatives encore ouverts.

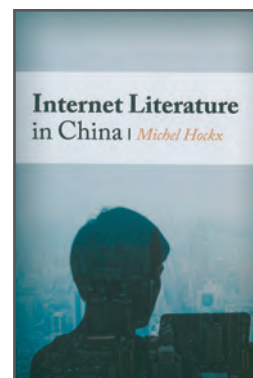
La conclusion, un peu rapide, reconnaît la façon dont « l'institution pouvoir-capital », telle qu'analysée dans la première partie du livre, a été le produit peut-être inévitable de la re-stratification sociale et des autres

réorganisations intervenant durant une transition socio-économique d'ampleur inégalée. À cet égard, l'auteur ne plaide pas pour son éclatement, mais bien plutôt pour l'insérer dans un cadre légal, une supervision publique, et un programme de démocratisation progressive. La Chine ne pourra se réformer sans opérer une forme de dissociation entre pouvoir et capital, dissociation qui doit être opérée par et dans un cadre légal réformé.

L'intérêt principal de l'ouvrage est le caractère systémique de l'analyse qu'il conduit. Ce caractère systémique et englobant ne va pas sans risques : des nuances sont souvent gommées par une mise en forme théorique qui surplombe l'ouvrage sans en guider tous les développements. Par ailleurs, l'accent mis, d'une part sur les élites, d'autres part sur les groupes les plus défavorisés, ne donne pas l'importance qu'elles mériteraient de recevoir aux évolutions et stratégies propres à la classe moyenne : cette dernière est dite avoir conclu un contrat implicite avec le pouvoir afin de participer aux retombées de la croissance – mais l'analyse n'est guère poussée plus loin. Le propos devrait être prolongé par une étude des « ruses sociales » et des tendances culturelles qui travaillent aussi cette classe moyenne. Ne serait-ce tout de même pas cette partie-là de la population qui contribue à étendre (indirectement et seulement en partie) le domaine des droits concédés par le pouvoir, diminuant alors le « prix » global de la croissance en créant des ressources culturelles et sociales non analysées par l'ouvrage ? Du fait de cet oubli, les pages sur la « culture civique » telle qu'elle existe aujourd'hui en Chine sont peut-être trop pessimistes, encore qu'il s'agisse là d'une question d'appréciation.

En tout état de cause, le livre fournira un cadre de référence apprécié (même si ce sera pour le contester) à tout lecteur soucieux de tester des modèles rendant compte de la nature du « contrat social » implicite qui prévaut aujourd'hui en Chine, de sa force de résistance comme de ses faiblesses.

■ Benoît Vermander est professeur à la faculté de philosophie de l'Université de Fudan, Shanghai (mdwei@fudan.edu.cn).



Michel Hockx,
Internet Literature in China,
New York, Columbia University Press,
2015, 251 p.

SHUANG XU

Internet Literature in China est le fruit des travaux que Michel Hockx a menés depuis une dizaine d'années. Dans cet ouvrage, l'auteur examine la nouvelle forme littéraire dans le grand contexte du « postsocialisme » chinois, caractérisé par une « situation de contradiction idéologique et d'incertitude » (*condition of ideological contradiction and uncertainty*, p. 13). Ses observations sont basées sur des réflexions à la fois littéraires et sociales. Comment la littérature sur Internet apporte-t-elle des innovations à la littérature imprimée chinoise, ainsi qu'à la littérature électronique (*electronic*

literature), bien développée en Occident ? Comment sa publication défie-t-elle le système de la censure du gouvernement en transgressant les limites du contrôle ? L'auteur cherche à interroger le phénomène de la littérature sur Internet afin d'examiner le processus de la transformation sociale en Chine et il souhaite offrir « une synthèse globale, utile non seulement pour les spécialistes mais aussi pour le lecteur général intéressé par la Chine actuelle et sa culture » (*a general overview, useful not only for specialists but also for general readers interested in present-day China and its culture*, p. x).

L'ouvrage commence par une présentation générale du développement de la littérature sur Internet en Chine (chapitre 1). La naissance de cette nouvelle littérature dans les années 1990 est mise en comparaison avec l'apparition abondante de magazines littéraires au début du XX^e siècle. Selon Michel Hockx, les deux phénomènes littéraires présentent des points similaires : innovations littéraires liées aux nouvelles technologies, formations de communautés littéraires autour de la production littéraire, coexistence de différents goûts littéraires et de différents registres linguistiques et culturels. Selon lui, la littérature sur Internet est en train d'établir ses propres normes et valeurs qui ne sont pas identiques à celles de la culture imprimée. À la fin, une étude de cas du premier site littéraire en Chine, « Sous l'arbre de Banian » (*Under the Banyan Tree*), illustre les mécanismes de production et de publication en ligne et la pratique de la vie littéraire en communauté basée sur l'interaction digitale. Le parcours de différents web-auteurs montre en outre une nouvelle forme de la canonisation littéraire et la potentialité de nouveaux genres littéraires.

Le deuxième chapitre examine les innovations littéraires à travers trois auteurs actifs sur Internet. Chen Cun (1954-) est un des premiers écrivains reconnus de la littérature imprimée qui entrent sur la scène numérique à la fin des années 1990. Il poursuit l'expérimentation avant-gardiste dans son forum « Potager de la minorité » (*Minority Vegetable Garden, Xiaozhong caiyuan* 小眾菜園), y publie des sujets tabous dans la littérature imprimée, à l'instar de « Notes aléatoires sur le sexe » (*Random Notes on Sex, Xing biji* 性筆記), et cherche à se libérer des conventions suffocantes de la fiction en faveur d'une expression écrite plus immédiate. Par ailleurs, son forum prend la forme d'un cercle littéraire sélectif en se référant à la tradition de Tao Yuanming (365-427). Wen Huajian (1972-) est l'auteur du premier roman sous forme de microblog (*weibo xiaoshuo* 微博小說), un nouveau genre littéraire qui évolue par la suite sous le nom de « micro-fiction » (*wei xiaoshuo* 微小說). Ses écrits, aussi bien par la forme que par le contenu, interrogent la frontière entre la littérature sérieuse et la littérature obscène, ainsi que les limites entre la fiction, le virtuel et le réel. Han Han (1982-) a revigoré le genre *zawen* 雜文 (essai satirique), caractéristique du style de Lu Xun, par la critique sociale publiée dans ses blogs. Ayant un impact médiatique retentissant, ses attaques frontales contre le système de publication établi ont permis de défendre les droits d'auteur contre le piratage, dans le cas de certains écrits numériques. Il explore également l'utilisation d'applications sur les téléphones mobiles afin d'élargir l'espace de la publication littéraire indépendante.

Le chapitre suivant se focalise sur la fiction en ligne et la politique de la censure contre les transgressions morales ou politiques. Prenant le site Qidian 起點 comme exemple, Michel Hockx présente d'abord l'organisation générale du site. Il souligne que son modèle économique est étroitement lié aux interactions entre auteur, lecteur, web-administrateur et éditeur. Il indique que la web-crédation apporte de nouvelles interprétations à certaines notions littéraires, telles que le terme *wenxue* 文學 (littérature) ou *qihuan* 奇幻 (fantastique). Ce chapitre examine ensuite le contrôle de l'État sur la

production de la fiction en ligne lue par des millions de lecteurs en dehors du système de la publication imprimée. Michel Hockx choisit comme angle d'attaque la fiction « obscène et pornographique » qui constitue une menace à la législation existante. L'étude de cas des deux sites Feilu 飛路 et Heilan 黑籃 détaille des stratégies de contournement à l'égard des modalités de censure.

Le dernier chapitre étudie la poésie sur Internet sous différents angles : développement esthétique, transgression morale, réappropriation de la fonction sociale. L'examen de deux sites influents de poésie en Chine, Poemlife (*shi shenghuo* 詩生活) et Chinapoet (*Zhongguo shiwang* 中國詩網) fait découvrir l'apparition de la création poétique en style classique. L'auteur souligne que l'hybridité des styles moderne et classique nous interpelle pour un nouveau discours critique à l'égard de la création poétique. Par ailleurs, le site Jintian 今天, d'origine « dissidente », semble avoir réussi à se faire accepter par la Chine grâce à la création de nouveaux espaces transnationaux. Une étude de cas du groupe avant-gardiste *xiabanshen* 下半身 (corps inférieur) revient sur la transgression morale. Les parcours différents de ses deux poétesse – l'une ayant obtenu un statut *canonisé* (Yin Lichuan), l'autre étant censurée à jamais (Datui) – soulèvent la question de la frontière entre la littéralité (*literariness*, p. 162) et l'obscénité. Le chapitre se termine par une étude sur les innovations formelles de la poésie en ligne : la « transformation animée de textes » (*textuals morphs*, p. 168), la poésie électronique en version chinoise, la poésie anglaise « sinographique » (*sinographic*, p. 175) et les poèmes visuels de Dajun Yao.

L'ouvrage comprend de riches notes de fin classées par chapitre, une bibliographie, un index traditionnel et une note qui explique comment utiliser les sources en ligne. Par ailleurs, en raison de la volatilité de certains documents, une archive des références numériques est mise à la disposition du lecteur dans la Bibliothèque des groupes Zotero (Zotero Group Library). La consultation du livre est facile d'accès et pratique d'utilisation. Nous regrettons juste l'absence d'un glossaire et celle des caractères chinois pour les noms propres.

L'ouvrage de Michel Hockx est à ma connaissance la première étude en Occident qui introduit la web-littérature en Chine de manière globale. Il complète ainsi les deux autres ouvrages parus récemment : celui de Jin Feng sur les romans sentimentaux (*Romancing the Internet: Producing and Consuming Chinese Web Romance*, Leyde, Brill, 2013) et celui de Heather Inwood sur la poésie (*Verse Going Viral: China's New Media Scenes*, Seattle, University of Washington Press, 2014). L'ouvrage, riche d'informations, offre aussi les premières pistes méthodologiques à l'étude de la littérature sur Internet en Chine. Au total, cet ouvrage est une contribution importante, non seulement aux études chinoises, mais aussi à celles de la littérature numérique par ailleurs dans le monde.

■ Shuang Xu est maître de conférences à l'UFR Langues et civilisations de l'Asie Orientale de l'Université Paris Diderot et membre titulaire du Centre de recherche sur les civilisations de l'Asie orientale (UMR 8155) (shuang.xu@univ-paris-diderot.fr).